

Quelle vision pour une gouvernance mondiale innovante, plurielle, inclusive ?

Session Présidée par Joël Ruet

Note de synthèse

Stéphane Gompertz

De nombreux apports chinois sont à noter sur le continent africain, positifs ou à observer.

Tout d'abord, en termes de paix et de sécurité, la Chine a envoyé 3 000 casques bleus aux Nations Unies, participe à la lutte contre le terrorisme et la piraterie au large du golfe d'Aden. Cependant, la Chine reste peu impliquée dans les actions collectives et privilégie les initiatives solitaires. Le pays pourrait jouer un plus grand rôle dans le domaine des relations politiques, pour traiter des conflits intérieurs et extérieurs comme en Centrafrique.

En termes économiques, la Chine tend vers une approche de prêt par prêt, et non globale. Elle s'est pourtant associée au G20 en avril 2020 pour soutenir la suspension de la dette dans les pays les plus pauvres. Le pays est pour l'heure peu présent dans l'aide aux PME, pourtant nécessaires au développement. A l'heure actuelle, la Chine est observatrice au club de Paris : si elle le rejoignait, quel serait l'avantage en termes de biens publics communs ?

En termes de sauvegarde des biens publics mondiaux, la Chine joue un rôle capital sur la question de la biodiversité. Preuve en est la COP15 qui se tiendra à Kunming. Le pays reste fortement touché par les menaces environnementales et a une responsabilité envers l'exploitation durable de ressources naturelles en Afrique notamment (bois de rose de Madagascar par exemple). En termes de climat, la Chine se trouve dans une position contradictoire, étant à la fois première productrice mondiale de charbon, mais aussi de panneaux solaires.

Enfin, la Chine s'est souvent impliquée en termes de santé en Afrique, tout d'abord lors de la crise Ebola puis celle de la Covid-19 – elle a ainsi rejoint l'initiative Covax, visant à développer des vaccins.

Geneviève des Rivières

La Chine s'est peu à peu substituée aux États-Unis en tant que principal partenaire économique de l'Amérique latine, devenant en deux décennies quasi omniprésente. Le commerce s'est multiplié par 20 entre ces deux acteurs, notamment grâce à des accords de libre-échange sans conditionnalités.

En 2018, l'Amérique latine est incluse dans sa Belt and Road Initiative, avec un plan d'investissement de 250 milliards de dollars sur 10 ans. Des retombées positives sont à noter, comme le financement de la dette des pays d'Amérique latine, mais également des retombées négatives : en effet, lorsque les conditionnalités n'existent pas dans la gestion des fonds publics, un surendettement peut survenir (c'est le cas par exemple en Equateur).

En important massivement des matières premières d'Amérique latine, la Chine a grandement contribué à sa croissance économique : le Pérou a connu, pendant presque 10 ans, une croissance de +6 %. Cependant cette croissance se traduit rarement par une diversification de l'économie. La dépendance de l'exportation aux matières premières et la crise de la Covid-19 ont conduit à une baisse de développement économique, voire une décroissance pour certains pays. En outre, la croissance a certes réduit la pauvreté, mais pas les disparités régionales.

Recommandations pour une gouvernance inclusive : la diversification de l'économie des pays ; la mise en place de stratégies pour transformer les exportations et les diversifier, y ajoutant de la valeur, la favorisation du commerce régional (par ex. le MERCOSUR), de l'entrepreneuriat et de l'aide aux PME, et la diminution de l'économie informelle.

Sun Haichao

La Chine est nouvelle sur la scène mondiale, politique comme économique, du fait de sa croissance récente et fulgurante. Elle adopte une approche bilatérale, traitant les relations internationales pays par pays plutôt que *via* une approche globale. Cependant, beaucoup de domaines sont à noter où la Chine et l'Union européenne (UE) peuvent se rejoindre, que ce soit en termes de santé, d'économie, de sécurité ou encore de politique climatique.

Il apparaît désormais nécessaire de rassembler des groupes de travail multilatéraux, incluant les organisations économiques pour traiter ces sujets et identifier les possibilités de travail commun.

Emmanuel Dupuy

Il est aujourd'hui nécessaire pour l'Union européenne de repenser ses alliances stratégiques. Est-il toujours intéressant de prendre pour centre l'Atlantique, ou ne conviendrait-il pas mieux de passer d'une relation bilatérale à un agenda plus souple ? En effet, les organisations eurasiennes et eurafricaines montent en puissance, contrairement à l'interventionnisme onusien et américain.

Sur plusieurs sujets, il apparaît possible de créer des partenariats entre l'UE et la Chine : dans le domaine des relations internationales, de la démilitarisation, de la dénucléarisation – avec le traité du 14 juillet 2015 sur le nucléaire iranien – ou encore sur les biens communs comme la biodiversité.

Le multilatéralisme doit également passer par la polygouvernance. En effet, il ne peut y avoir uniquement les États comme seuls décideurs et penseurs : les différents acteurs non-étatiques ont un rôle à jouer.